

Chutier

Conjoncture : perspective incertaine selon l'IEDOM

Mardi 23 avril 2019



Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'IEDOM. - François Xavier Guillerm

L'économie martiniquaise patine. C'est le constant qu'a rendu public Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'IEDOM, jeudi 18 avril à Paris, à

L'occasion de la présentation de la conjoncture économique 2018-2019.

L'indicateur de climat des affaires oscille autour de sa moyenne de longue durée mais n'indique pas une tendance claire dans la reprise de l'activité. Il faut dire que la démographie n'incite pas à la confiance. En dix ans, la Martinique a perdu 8% de sa population. Les projections lui font perdre 4 000 personnes par an pour une population totale estimée à 282 000 habitants en 2013. Le PIB a perdu 0,2% entre 2017 et 2018. L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) parle de situation « atonique », que ce soit dans le secteur primaire (qui affiche des résultats mitigés avec notamment une reprise des bananes à l'export qui n'atteint pas les résultats d'avant la tempête Matthew en 2016), l'agroalimentaire, le BTP et le transport. La Martinique n'a pas de chantier structurant en perspective et la commande publique comme privée est faible. Seule la construction de logements progresse.

Baisse du chômage mais...

Les commerçants ont fait face à une activité faible malgré des ménages qui continuent de consommer (automobiles + 5 %). La grande distribution enregistre une hausse de son chiffre de 1,7 % en 2018 après une baisse de 1,2 % en 2017.

La vraie bonne nouvelle, c'est la baisse du chômage. On compte 40 693 demandeurs d'emploi à la fin décembre 2018, soit une baisse de 4,6 %. Le marché de l'emploi retrouve sa tendance à la baisse, perturbée l'an passé, entamée en 2013. Compte tenu de la baisse démographique et de sa concentration au sein des moins de 25 ans, il convient de ne pas interpréter avec trop d'allégresse cette baisse du chômage, prévient l'IEDOM. Mais c'est cette baisse de la demande d'emploi qui s'accompagne de la hausse de la masse salariale du secteur privé (+ 3% en 2018 et + 2,1 % en 2017), qui permet de soutenir la consommation des ménages, elle-même soutenue par le recours au crédit.

Dans le tourisme, ça va fort avec le million de touristes dépassé et quasiment 2 millions de voyageurs à l'aéroport Aimé-Césaire. Néanmoins, la croisière risque d'être impactée avec la reprise des destinations touchées par Irma et Maria, tout comme le nombre de voyageurs avec le départ de Norwegian.

Et à part le tourisme ?

Les perspectives sont incertaines avec un environnement public atone. Le privé se contente de renouveler l'existant et la contribution de l'administration publique, tant en matière de consommation que d'investissement, est négative. Dans cette perspective, l'IEDOM estime que la hausse du prix de l'énergie, les effets de la loi de finances 2019 et la hausse des tarifs douaniers pourraient limiter la progression du pouvoir d'achat et affaiblir la consommation privée. Sur quoi peut alors miser notre économie, hormis le tourisme ? Les leviers de croissance, selon l'IEDOM, reposent sur les économies verte et bleue et le BTP, qui pourrait engager « plus rapidement qu'attendu » son adaptation aux nouveaux besoins du marché, notamment la rénovation et la réhabilitation de logements.

F.-X.G., à Paris

Marie-Anne Poussin-Delmas (photo), présidente de l'IEDOM.